

Deuxièmement, le pipe-line,—on l'a répété souvent dans cette enceinte,—sera construit entièrement sur le sol canadien. Ce n'est certes pas vider le sol canadien d'une de nos ressources naturelles, comme le fait le premier ministre de la province de Québec en vendant le minerai un cent la tonne aux États-Unis. Nous aurons un pipe-line qui traversera notre pays d'une extrémité à l'autre, lequel, tout en assurant la richesse à certaines provinces, sera à l'avantage de toutes les provinces. Voilà toute la différence.

Mais on dit que la compagnie *Trans-Canada Pipe Lines* est entièrement américaine...

Je peux vous regarder; je peux regarder tout le monde. Il n'y a aucun article du Règlement qui stipule qu'on doit regarder seulement le député de Québec-Ouest.

M. Dufresne: Je ne voudrais pas être dévisagé de cette façon.

M. Dupuis: Monsieur le président, on a supposé dans certains milieux que les principaux intérêts ou que tous les intérêts de la *Trans-Canada Pipe Lines* sont détenus par des Américains...

M. Dufresne: 83 p. 100.

M. Dupuis: L'honorable M. Édouard Asselin, procureur général du gouvernement provincial de Québec, est un directeur de la *Trans-Canada Pipe Lines*. Est-il Américain? Au fait, on vient de m'affirmer que M. Asselin est un des directeurs de la *Trans-Canada Pipe Lines*. M. Édouard Asselin, procureur général et bras droit de l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, qui est un directeur de la compagnie *Trans-Canada Pipe Lines*, est-il citoyen canadien ou américain?

M. Dufresne: Il n'est pas procureur général.

M. Dupuis: Je ne sais pas quel poste il occupe. Est-il solliciteur général?

M. Dufresne: Non plus.

M. Dupuis: On ne connaît pas le poste des membres du cabinet de l'Union nationale. A un moment donné, ils sont ici et là, à un autre moment, ils sont ailleurs. A tout événement, il est près du premier ministre de la province; c'est son bras droit. C'est lui qui le conseille le plus souvent, quand il a une décision à rendre. On me rappelle maintenant que M. Asselin est conseiller législatif. L'honorable représentant de Québec-Ouest peut ne rien oublier, mais j'admets que je ne suis pas infailible et qu'à tout événement je rectifie les erreurs que je peux commettre.

Donc, M. Asselin...

[M. Dupuis.]

(Traduction)

M. le président suppléant: A l'ordre.

M. Dupuis: Ai-je fini?

M. le président suppléant: Le temps de parole du député n'est pas expiré, mais même si le débat s'est généralisé de façon extraordinaire,—on me permettra d'en faire la remarque,—le pipe-line semble s'étendre maintenant entre l'île Vancouver et les derniers confins de Terre-Neuve, et je crois vraiment que le député qui a maintenant la parole traite de questions qu'il serait des plus difficiles à rattacher non seulement à l'article 4 mais aussi à la *Trans-Canada Pipe Lines* ou à la société de la couronne *Northern Ontario Pipe Line*. Je demanderais au député de s'en tenir plus strictement au bill, dans le temps de parole qui lui reste.

M. Dupuis: Vraiment, sincèrement, je regrette que vous ne compreniez pas le français. Les honorables vis-à-vis ont déclaré que cela se fait uniquement avec des capitaux américains et des entreprises américaines. Je cherche simplement à prouver qu'Édouard Asselin, bras droit de l'honorable Maurice Duplessis, premier ministre de la province de Québec, est l'un des administrateurs de la *Trans-Canada Pipe Lines*. Ce n'est pas un Américain, c'est un Canadien. Voilà tout ce que je cherche à prouver.

M. Dufresne: Oh, Oh!

M. Dupuis: Monsieur le président, tenez-vous compte de toutes les sottises qui se disent et me donnerez-vous le temps qui me revient?

(Texte)

Donc, monsieur le président, nous ne craignons pas d'aller au peuple sur cette question. Toutefois, je me demande, comme le disait l'autre jour un député créditiste de l'Alberta, ce que nos amis conservateurs progressistes feraient si le très honorable premier ministre déclençait des élections. Ce serait à leur plus grand désespoir et à leur plus grand découragement; vous les verriez pâlir à tel point qu'ils redeviendraient au naturel, c'est-à-dire des sépulcres blanchis.

M. Dufresne: On s'assurerait le pouvoir plus vite qu'on s'y attend.

M. Dupuis: Monsieur le président, je parle fort, mais je suis calme et je suis surtout de bonne humeur. Il faut, je le répète, que nous revenions à la logique.

M. Dufresne: Il est vrai que vous en étiez loin.